



Salaires, emploi, Retraites, services publics, LE 9 OCTOBRE ENSEMBLE POUR NOS REVENDICATIONS !

Ces derniers mois, les mobilisations et les grèves ont été nombreuses et de plus en plus importantes : les cheminots, les salariés de l'énergie, d'Air France, de la grande distribution, d'Eiffage, les retraités, les personnels des EHPAD, les agents de la Fonction publique, les lycéens et étudiants... !

Malgré ces coups de boutoir, et alors que ce gouvernement en proie à une crise sans précédent et est de plus en plus isolé dans le pays, il annonce vouloir poursuivre « sans faiblir » ses contre-réformes et sa politique d'austérité.

Qu'il s'agisse :

- ▶ des risques qui pèsent sur les droits des salarié.e.s et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- ▶ de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- ▶ des atteintes au service public, en particulier CAP 22 ;
- ▶ des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation
- ▶ des attaques portées à notre système de santé ;
- ▶ de la destruction de notre système de retraites ;
- ▶ du gel des prestations sociales et des pensions de retraite ;

Nous devons mettre un coup d'arrêt à cette politique !

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

Les organisations signataires appellent les salarié.e.s du public

et du privé à se réunir sous la forme d'assemblées générales, d'heures d'informations syndicales, de débrayages... sur leur lieu de travail pour discuter de la situation, des revendications et ainsi préparer les conditions du rapport de force interprofessionnel.

Elles les appellent à concentrer le 9 octobre l'ensemble des actions, mobilisations et grèves, sectorielles et/ou locales afin de permettre une expression de l'ensemble de nos revendications.

Mardi 9 octobre, grève interprofessionnelle et manifestation

à Cholet, place Travot, 10 h 30

SALAIRES, PENSIONS

- ▶ **Augmentation des salaires**, du point d'indice et des pensions, allocations et minima sociaux.
- ▶ **Non à l'augmentation de la CSG.**

SERVICE PUBLIC

- ▶ **Défense et reconquête du service public** accessible et de qualité sur tout le territoire dans l'intérêt des agents et de la population.
- ▶ **Non aux privatisations !**
- ▶ **Non à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires !**

DROIT AUX ÉTUDES

- ▶ **Non à la sélection à l'entrée de l'université.** Maintien du baccalauréat comme diplôme national et comme premier grade universitaire permettant l'accès à l'université.

SÉCURITÉ SOCIALE

- ▶ **Défense et reconquête de la sécurité sociale** basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

DROIT A LA RETRAITE

- ▶ **Retour au droit à la retraite à 60 ans** pour toutes et tous à taux plein.
- ▶ **Maintien de tous les régimes de retraite par répartition** (régime général, Code des Pensions et CNRACL, régimes spéciaux).
- ▶ **Retrait du projet de création d'un régime de retraite universel par points.** Maintien des pensions de réversion.

NOUS SERONS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS LE 9 OCTOBRE !

Étudiants : Filières saturées, bacheliers sans affectation par dizaines de milliers, manque de profs et de moyens...

Aujourd'hui, ce sont 49 000 candidat.e.s qui n'ont pas encore reçu de proposition ou sont toujours en attente de place sur Parcoursup, et 9 000 qui n'ont reçu jusqu'à aujourd'hui que des réponses négatives. De plus, la loi ORE est en train d'instaurer de plus en plus de sélection et de moins en moins de parcours adaptés aux lycéen.ne.s.

Sur Angers, les filières sont déjà presque toutes saturées alors que la procédure complémentaire sur Parcoursup a tout juste commencé.

Nous revendiquons, à la suite de ce constat, plus de places dans les filières et ainsi rejoignons l'appel à la mobilisation du 9 octobre »

Les seuls emplois que le patronat crée sont des emplois précarisés et sous payés

À l'heure où fleurissent les entreprises intérimaires, il est de plus en plus évident, que ce soit dans l'industrie, la construction, l'alimentaire ou la fonction publique, que les seules offres d'emplois sont le plus souvent précaires. . .

Comme par hasard, la hausse la plus forte de la précarité s'est produite dans les deux secteurs où le patronat a le plus supprimé de postes

L'industrie et la construction, qui exploitent près de 65 % des intérimaires, détiennent la palme. Dans le secteur de l'automobile, la part des intérimaires est impressionnante. À Angers, dans des entreprises comme Valéo ou Scania, le nombre des intérimaires dépasse très régulièrement les 30 % des effectifs. Pour le patronat, il s'agit à travers cette politique, de se débarrasser des salariés à moindre coût dès que la production connaît des fluctuations. Ainsi ils n'ont pas à se préoccuper d'offres de reclassement ni de même d'indemnité de licenciement.

À l'heure où le MEDEF revendique auprès du gouvernement la fin du CDI (contrat à durée indéterminée), nous voyons bien que les patrons appliquent déjà cette politique pour des centaines de milliers d'entre nous.

Nous revendiquons la transformation des contrats précaires en CDI pour tous les salariés qui le souhaitent !

Éducation : les projets du gouvernement de démantèlement du statut des fonctionnaires et les conditions d'exercice du travail au centre des revendications.

Les salariés de ce secteur sont font face à la suppression massive de postes, alors que 40 000 élèves en plus sont prévus.

Les classes, aussi bien dans le primaire que le secondaire, sont surchargées.

Les fonctionnaires sont aussi confrontés à la remise en cause de leur statut et à une privatisation rampante, aux externalisations, à la suppression de missions, à la généralisation du recours aux contractuels.

L'état se désengage massivement en transférant des missions aux collectivités et affiche une volonté d'économies drastiques illustrée par exemple par la fermeture envisagée de Yolande d'Anjou à Saumur et l'intégration des classes primaires au sein de collèges...

La question de l'école est l'affaire de tous ! Seule une mobilisation interprofessionnelle pourra mettre un coup d'arrêt à cette politique

Eiffage : Comme ailleurs, nous débrayerons le 9 octobre pour des augmentations de salaire.

Chez Eiffage Construction, plus de la moitié des 40 ouvriers, employés entre autres par l'entreprise sur le chantier de la nouvelle patinoire d'Angers et de l'hôtel Quatuor, ont débrayé les vendredis d'avril à juin dernier afin d'obtenir une augmentation de 60 euros bruts pour tous et toutes.

Lors des dernières négociations annuelles obligatoires (NAO), la direction régionale d'Eiffage Construction, basée à Nantes, n'a lâché que 1,7 % d'augmentation. Sur la fiche de paye, cela donne une hausse dérisoire, en particulier au regard du quasi-gel des salaires imposé ces cinq dernières années. À cela s'ajoute le fait que, pendant la même période, les effectifs d'Eiffage Construction dans le Maine-et-Loire sont passés de près de 140 à seulement 86 salariés. Moins d'ouvriers sur les chantiers, mais pas moins de travail, cela se traduit par une charge de travail plus lourde pour chacun. En 2017, le groupe Eiffage a réalisé un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros et le bénéfice net a bondi de 23 %. En prenant sur les dividendes des actionnaires, il y a donc largement de quoi augmenter les salaires

Nous sommes convaincus que seule la mobilisation peut inverser le cours des choses.

Fusions de communes, baisse des dotations d'État, restructurations des services : une catastrophe pour les services publics territoriaux et les personnels

Dans le département, « pilote » en la matière, les communes sont confrontées à la baisse drastique de leurs finances, à la création de « nouvelles communes », aux modifications des intercommunalités et aux modifications de leurs prérogatives sous prétexte « d'économies ».

Les personnels communaux doivent donc faire face à l'augmentation des charges de travail, à des restructurations permanentes, à des mutations forcées, à des baisses d'effectifs, au recrutement sous contrat et non plus au statut.

Les usagers sont, corollairement, confrontés à la disparition de pans entiers des services publics communaux.

Cette politique de destruction des services publics doit cesser. Des moyens pour les communes, augmentation des salaires, et des agents territoriaux, recrutés comme fonctionnaires !

Plan santé, le « Nouveau Monde » poursuit la vieille logique : restructurations, fermetures d'activité et d'hôpitaux ! :

Les structures de santé sont confrontées à des manques de moyens et d'effectifs qui les empêchent de fonctionner. Dans la dernière période, les salariés du CHU d'Angers se sont mobilisés de nombreuses fois contre le « plan de retour à l'équilibre » de la direction qui entraîne des dizaines de suppressions de postes. Au Cesame, la situation n'est pas meilleure. Les maisons de retraite sont dans un état tel que leurs salarié.e.s se sont massivement mobilisé.e.s au premier semestre.

Malgré cela, avec cynisme, Macron affirme que « Nous n'avons pas un problème de sous-financement, mais un souci d'organisation ». Le « plan santé » du gouvernement confirme les politiques précédemment suivies.

Nous revendiquons le déblocage des moyens et le recrutement des personnels nécessaires, ainsi que la revalorisation substantielle des salaires, seules mesures à même de remettre l'hôpital sur ses pieds.